



Non à la dissolution des services généraux !

Depuis plusieurs mois un projet de réorganisation du département des services généraux (DSG) est conduit par la DRH.

Cette réorganisation se base sur le rapport d'un chef de département, recruté en octobre 2021 et parti en mars 2022, qui a fondé son analyse sur la période de la crise sanitaire. Or, les activités du DSG étaient alors fortement réduites du fait du confinement et de la mise en place massive du télétravail. Cette période restreinte et hors norme n'est donc pas représentative de l'activité normale du DSG et ne peut en aucun cas servir de référence sérieuse à une réorganisation.

A contrario de ce projet de réorganisation, en réunion plénière, la DAJF se dit satisfaite du fonctionnement actuel du DSG.

Pour rappel, les missions de ce département (courrier, coursier, chauffeur, standard, logistique, maintenance, accueil, surveillance, sécurité, sureté, fournitures, salles de réunion, évènements, pannes, suivi des entreprises intervenantes, véhicules, téléphones, ...) assurent le bon fonctionnement de l'ensemble des services du siège.

L'analyse de la DRH n'est donc pas basée sur les besoins réels des services du siège mais est un prétexte pour réduire encore le nombre de postes et pressurer les agents restants dans ce service.

Au cours des années précédentes, le service a subi une baisse importante de ses effectifs passant d'une trentaine d'agents, il y a une dizaine d'années, à une vingtaine aujourd'hui dont 5 externalisés (gardien de nuit et de jour). Ce service a donc subi une réduction drastique de ses effectifs avec des besoins constants, voir supérieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans. Plutôt que de renforcer les moyens du DSG, la direction fait le choix d'assécher ce département pour justifier les externalisations et la polyvalence des missions.

Une volonté de réduire les effectifs en réduisant l'activité des services

Jusqu'à présent le projet qui a été discuté avec les agents parlait de toilettage des fiches de postes, de polyvalence accrue, d'élargissement des missions. Les agents qui étaient jusqu'à présent dans différents pôles selon les missions qu'ils effectuaient voient leurs différentes missions devenir tournantes. Une manière de pallier au sous-effectif. Par ailleurs, la **polyvalence des missions** est également justifiée de manière scandaleuse en prétextant que le passage en groupe 2 des agents des services généraux qui avait eu lieu lors du déménagement Porte des Lilas n'était pas justifié et devait donc l'être maintenant en rendant les agents plus polyvalents. **C'est d'une part rayer d'un trait de plume les acquis de la négociation qui avait eu lieu au moment du déménagement et d'autre part ignorer l'évolution des missions effectuées par les agents ces dix dernières années.**

C'est également ignorer qu'au vu de la réduction des effectifs certains agents font désormais le travail qui était assuré par deux auparavant, en plus de cela il est demandé aux agents la polyvalence géographique sur les deux sièges (Sully, Domino).

Il est également à noter une progression de l'externalisation des missions du DSG. Au départ seule la surveillance de nuit de Sully était assurée par une entreprise extérieure, aujourd'hui c'est également le cas de la maintenance et de la surveillance en journée à Sully.

Rappelons ici que l'externalisation des missions ne constitue en rien une économie, bien au contraire elle représente une véritable gabegie d'argent public au profit de sociétés privées.

Escalade de la violence managériale !

Aujourd'hui, les agents sont convoqués un a un par la DRH pour les informer de la suppression de leur poste et leur **proposer des postes dans les monuments, parfois à l'autre bout de la France ! Cela rappelle les fermetures d'usines où le patronat propose des postes impossibles à celles et ceux qu'ils veulent purement et simplement licencier !** Il n'est même plus question de réorganiser les missions des agents mais bien de s'en débarrasser **pour les remplacer par des agents recrutés en groupe 1 ou par de l'externalisation tout simplement !**

C'est ni plus ni moins se débarrasser d'agents jugés gênants alors même qu'ils sont appréciés par l'ensemble de leurs collègues du siège et que leur utilité n'est pas discutable car leurs missions seront amenées à se poursuivre. **Ce n'est pas le travail qui disparaît, ce sont les travailleurs que l'on fait disparaître**, que l'on invisibilise. C'est faire fi de leur expérience, de leur expertise, du lien qu'ils assurent entre les différents services du siège. C'est tout simplement une gifle assenée à nos collègues qui assurent et ont assuré depuis des années le bon fonctionnement de services essentiels à tous les agents du siège.

C'est pourquoi aujourd'hui nous appelons à la solidarité de toutes et tous pour sauver les agents et leurs emplois au sein des services généraux.

Pour le respect et la dignité de ces agents nous vous appelons à signer massivement la pétition pour le maintien de nos collègues et pour le renforcement des moyens alloués aux services généraux.

Paris, le 13 mai 2022.

Nom	Prénom	Service	signature

A renvoyer à la CGT CMN à snmh.cgt@gmail.com ou par courrier au 61, rue de Richelieu 75002 Paris